



FEUILLE DE ROUTE DE L'UE POUR L'ENGAGEMENT AVEC LA SOCIÉTÉ CIVILE AU TOGO

INFORMATION GÉNÉRALE

Statut : **restreint**/public ;

Date d'approbation et période couverte ;

Mise à jour d'une FR précédente : **Oui/Non** ;

Approuvée par (Liste des EM et éventuellement d'autres donateurs approuvant la FR)

PARTIE I – BRÈVE ANALYSE DU CONTEXTE ET ENGAGEMENT PASSÉ DE L'UE

1. L'état de la société civile

L'évolution de la société civile est intimement liée au contexte politique du pays et ses organisations présentent des caractéristiques reflétant un réel dynamisme dans un environnement économique, politique et social difficile. Elles sont marquées par des difficultés de structuration et de positionnement institutionnel qui limitent leur efficacité dans l'espace public pour la promotion de l'accès aux droits des citoyens. Les chiffres du MATDCL indiquent que plus de 6500 associations disposent d'un récépissé délivré par ledit ministère (septembre 2015).

La société civile togolaise regroupe des organisations diverses :

- **Les associations et les ONG.** Elles développent des prestations de services principalement dans i) le domaine social autour des questions de santé, d'éducation, de culture etc. ii) le développement économique surtout au niveau local dans les secteurs de l'agriculture, l'élevage, la protection de l'environnement etc. Si les associations et ONG se regroupent en faitières et réseaux géographiques et thématiques, une des faiblesses de ces réseaux, pointée par les audits organisationnels du PASCRENA¹, est le manque d'ancrage local et de représentativité auprès de leurs membres ou sympathisants. Il en résulte un déficit de légitimité qui justifie partiellement le manque de volonté des autorités de leur concéder certaines compétences sur le terrain ;
- **Les organisations communautaires de base (OCB) et les Comités Villageois de Développement (CVD).** Très nombreuses, la plupart d'entre elles restent actives le temps du projet pour lequel elles ont été créées. Elles répondent à un besoin des habitants d'un territoire le plus souvent à l'échelle d'un quartier ou d'une commune ;
- **Les organisations paysannes ; Les groupements d'intérêts économiques (GIE) et les groupements coopératifs.** Ils interviennent dans des domaines variés tels que l'agriculture, l'élevage, le petit commerce, la tontine etc. ;
- **Les associations de défense des droits humains.** Apparues à la faveur de l'ouverture démocratique du pays, elles jouent un rôle important dans la consolidation de la paix et la revendication du respect des droits humains ;

¹ Programme d'appui à la société civile et à la réconciliation nationale, du Xème FED



La société civile togolaise regroupe des organisations diverses structurée en quatre grands niveaux :

Organisations de niveau 4 Plateformes, Forums, Collectifs, Coalitions au niveau national	Il existe trois organisations dites faitières au niveau national : la Fédération des ONG du Togo (FONGTO), l'Union des ONG du Togo (UONGTO) et la Faitière Nationale des Réseaux Régionaux (FNRR). Il est également des initiatives inclusives, tel que le Groupe de travail sur les ODD. Enfin, la Coordination des Organisation Féminines du Togo (COFET), une faitière d'organisations de femmes est en cours d'émergence en 2018. Il n'existe ainsi donc pas de plateforme nationale, malgré le travail fait en ce sens par le PASCRENA. Ces organisations multiplient la voix de la société civile auprès de la représentation nationale. Elles souffrent cependant d'un manque de légitimité et de représentativité des OSC. Les organisations faitières n'ont pas de statut spécifique et sont enregistrées comme association ou ONG.
Organisations de niveau 3 Organisations faitières, Coordinations, Fédérations thématique, Réseaux régionaux etc.	Ce niveau regroupe des OSC selon une logique thématique et/ou géographique ² Elles ont un caractère représentatif facilitant les relations entre les OSC et les pouvoirs publics ; Elles agissent sur des positions et stratégies défendant les objectifs communs du collectif ; La plupart d'entre elles ont des capacités techniques insuffisantes et souffrent d'une faible circulation de l'information, d'un faible degré de structuration et d'une faible articulation entre le niveau national et le niveau local ; La vocation de concertation et de coordination est encore trop peu soutenue pour atteindre un degré d'influence vis-à-vis des pouvoirs publics ;
Organisations de niveau 2 Associations, ONG formellement constituées, Syndicats, Patronats, etc.	Elles sont formellement constituées avec un niveau avancé de structuration ; Elles se concentrent principalement dans la capitale avec parfois des représentations dans les régions ; Elles sont orientées vers la responsabilité sociale, elles travaillent au bénéfice des populations et des formes organisationnelles de niveau 1 ; Elles n'ont pas toujours un domaine d'activité ou de compétence déterminé et ont tendance à se positionner en fonction des opportunités de financement. Elles constituent une importante force de changement ³ .
Organisations de niveau 1 OCB, CVD, GIE, Groupements coopératifs, Associations professionnelles locales, féminines, etc.	Elles connaissent bien la tranche de population ciblée et instaurent un climat de confiance et une bonne appropriation des actions ; Elles disposent de revenus très faibles provenant de la micro finance, des produits artisanaux, des produits agroalimentaires etc. ; Les ressources humaines, financières et matérielles sont limitées ce qui réduit leurs capacités opérationnelles ; Elles se basent principalement sur le bénévolat et la participation volontaire ; Elles favorisent le dialogue avec les collectivités territoriales.

² Le Réseau des ONG de la Région de la Kara, la Plateforme des OSC du Kloto, le Réseau des ONG et Associations des Plateaux Ouest, le Réseau des ONG et Associations des Plateaux Est, l'Union des Coopératives de Planteurs de l'Akposso, le Réseau des ONG de Développement de la Région Centrale, le Réseau d'Appui à la Protection de l'Environnement, etc.

³ Les OSC travaillent sur un large éventail de domaines d'intervention, principalement ceux mis en avant par les PTF. Il s'agit de : Santé et nutrition ; Agriculture, élevage et pêche ; Promotion paysanne ; Promotion du genre ; Environnement, eau et assainissement ; Défense des droits des enfants ; Éducation formelle ; Sécurité alimentaire et lutte contre la faim ; Lutte contre la pauvreté ; Alphabétisation ; Défense des droits de l'homme ; Assistance humanitaire ; Planification familiale ; Gouvernance ; Promotion de la justice et de la paix ; etc.



Eléments de diagnostic

L'état des lieux de la société civile togolaise a été principalement dressé dans les rapports ou études des Programmes d'appui à la société civile togolaise (PAOSC et PASCARENA) et dans le document d'action du Pro-CEMA. L'évaluation finale du PAOSC (7ème FED) révélait que la principale faiblesse de la SC togolaise était de ne pas être suffisamment fédérée et connectée à des réseaux ayant capitalisés une certaine expérience et maturité. L'analyse diagnostic de la société civile togolaise⁴ révèle un environnement à la fois complexe, dynamique et difficilement lisible ; ceci en raison de la pluralité de ses acteurs, de l'hétérogénéité de structuration, d'actions trop peu visibles sur le terrain, d'un ancrage sectoriel et géographique dynamique mais souvent concurrentiel. La note de diagnostic témoigne des forces et faiblesses suivantes :

- Des processus de **structuration géographique** pertinents mais en concurrence institutionnelle ;
- L'existence de **regroupements sectoriels de la SC** sur des thématiques fortes telles que les personnes handicapées, les droits de l'homme, l'égalité entre les femmes et les hommes, l'enfance, le sida, la jeunesse, le secteur rural etc. Cette présence collective forte ne se traduit pas nécessairement par des processus de structuration formels.
- Une **présence forte et ancienne dans l'espace public des associations de défense i) de l'égalité homme-femme ii) des droits civils et politiques** ;
- La **compréhension chez les OSC du rôle complémentaire de la mise en œuvre d'activités au bénéfice du citoyen et du rôle du plaidoyer**. La mise en œuvre des activités fonde et légitime le rôle de plaidoyer ;
- Une **absence de vision** pour beaucoup qui révèle une faiblesse organisationnelle et ne permet pas le développement d'une bonne gouvernance interne ;
- Une **réelle expertise alternative et citoyenne** dans de nombreux domaines ;
- Un **ancrage dans les dynamiques internationales** ;
- Un **manque de collaboration entre le monde syndical et associatif**. Le milieu syndical préserve sa légitimité et sa spécificité d'acteur de défense des droits économiques et sociaux et ne travaille que ponctuellement avec des acteurs associatifs ;
- La **faiblesse des fonds propres des OSC** qui les rend dépendantes des financements extérieurs. Leur nombre important et les financements limités induisent une forte concurrence entre elles.

L'environnement juridique

Introduite dès 1945, la loi française de 1901 sur la liberté d'association a longtemps encadré les activités de la société civile. Cet environnement légal a favorisé la création de nombreuses OSC et de partis politiques. La loi n°2011-10 du 16 mai 2011 fixe les conditions d'exercice de la liberté de réunion et de manifestation pacifique publiques.

A cette loi 1901 s'ajoutent deux textes réglementaires complémentaires qui régissent la vie des Organisations Non Gouvernementales (ONG). Il s'agit du décret n°92-130/PMRT du 27 mai 1992, fixant les conditions de coopération entre les ONG et le gouvernement et de l'arrêté interministériel N°002/MPAT/MEF du 20 mars 1997 qui constituent les fondements du cadre législatif et réglementaire des ONG au Togo. Aux termes de l'article 1er alinéa de ce décret, sont considérées « comme Organisations Non

⁴ « Note d'orientation n°2 : diagnostic sur la société civile au Togo », Christophe Courtin Chef du Projet PASCARENA, Juillet 2012



Gouvernementales (ONG), les associations nationales, internationales et étrangères apolitiques et sans but lucratif, créées par l'initiative privée, regroupant des personnes privées physiques ou morales, non commerciales, en vue d'exercer une activité d'intérêt général, de solidarité ou de coopération bénévole pour le développement ». En ce qui concerne l'arrêté interministériel n°002/MPAT/MEF du 20 mars 1997, il définit le contenu d'accord programme type proposé par le Gouvernement à chaque catégorie d'ONG conformément à l'article 9, alinéa 3 du décret n°92-130/PMRT du 27 mai 1992. Ainsi, aux termes de cet arrêté, chaque catégorie d'ONG s'engage conformément à ses statuts :

- À participer à la mise en œuvre d'actions de développement à la base conformément à son Accord-Programme ;
- À conclure, dans le cadre de ses programmes annuels avec les départements ministériels concernés, des lettres d'exécution technique avec une description précise des projets (intitulé, localisation, bénéficiaires, effets directs, coûts, etc.) ;
- À faire parvenir aux Ministères concernés par ledit programme des rapports périodiques d'activités indiquant les niveaux d'exécution (technique et financière) ;
- À acquitter dans les conditions de droit commun les impôts, droits et taxes indirectes sur ses opérations et transactions.

Les dispositions institutionnelles d'encadrement des OSC se présentent comme suit :

OSC concernée	Autorités de tutelle	Support officiel de reconnaissance
Groupements, Organisations de Base	Ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes Ministère de l'Administration locale Territoriale de la Décentralisation et des Collectivités Locales (MATDCL),	Arrêté de reconnaissance
Association	MATDCL	N° d'enregistrement / Récépissé
ONG nationales	Ministère de la planification et du Développement	Reconnaissance de qualité d'ONG puis Accord Programme
Fondations étrangères, ONG Internationales	Ministère des affaires Etrangères	Accord de Siège

Au nombre des difficultés nécessitant l'amélioration du cadre légal régissant les organisations de la société civile au Togo il faut citer :

- L'imprécision du cadre légal au regard de l'évolution actuelle des OSC,
- Son inadaptation aux besoins des réseaux, faîtières et plateformes (les associations sont selon la définition de l'article 1er de la loi de 1901 un ensemble de « personnes physiques », alors que les réseaux et faîtières sont composés d'associations, ONG et/ou de réseaux, donc de personnes morales),
- L'émiettement de textes. En plus de la loi du 1er Juillet 1901, plusieurs autres textes réglementaires (décrets et arrêtés) cités précédemment, font partie du cadre légal,



- La centralisation excessive de l'organisation administrative des services publics en charge de la délivrance du récépissé de déclaration (au Togo, ce sont le Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités Locales (MATDCL) et le Ministère de la Planification du Développement (MPD) qui ont pour compétences l'autorisation et l'agrément des associations). Ces services sont basés à Lomé et les OSC dont les sièges sont en région sont obligées de se déplacer de l'intérieur du pays jusqu'à Lomé pour cette opération).

L'avant-projet de loi sur les associations, produit final d'échanges de haut niveau entre l'Etat et la société civile, représentée par le « G11⁵ », et soutenu par le PASCRENA, est une loi des associations relativement classique, qui toutefois manque à établir les espaces de dialogue requis, en prévoyant notamment :

- Une supervision étroite de la société civile par l'Etat avec une obligation pour ces dernières de soumettre des rapports annuels destinés au MATDCL. L'autorité administrative peut dissoudre une organisation sans passer par le judiciaire, sans recours possible. En revanche, la reconnaissance de la création d'OSC est effective par simple déclaration si elle n'est pas refusée dans un délai de 3 mois par l'autorité administrative ;
- L'Etat ne prend aucun engagement dans cette loi sur des modalités concrètes de dialogue avec la société civile.
- L'Etat ne déconcentre pas les services en charge des relations avec les OSC : seuls les dépôts de dossiers pourraient être faits dans les préfectures. Par ailleurs l'Etat n'instaure ni service inter gouvernemental chargé des relations avec les OSC, ni système de concertation permanent entre les différents Ministères.
- La notion d'utilité publique dont beaucoup d'OSC attendaient les bénéfices disparaît dans l'avant-projet de loi ;

Enfin, l'avant-projet de loi accorderait une identité juridique spécifique pour les réseaux et les faitières, ce qui améliorerait leur accès aux bailleurs.

Il faut reconnaître que les efforts importants déployés par le PASCRENA dans ces domaines ont été motivés par une demande des acteurs et par une nécessité contextuelle. Ils ont cependant abouti à une sorte de flou juridique (l'ambiguïté d'un avant-projet de loi adopté en Conseil de Ministres en 2016 mais non encore voté et promulgué ; avant-projet de loi qui toutefois a été immédiatement décrié par certaines OSC⁶).

⁵ Le « G11 » était composé de 11 représentants de la société civile (3 UONGTO, 3 FONGTO et 5 des faitières régionales).

⁶ Selon certaines OSC intervenant dans le domaine des droits humains et de la gouvernance, ce texte ne serait pas conforme à l'article 30 de la Constitution du Togo bien qu'il appartienne à l'Etat de garantir l'exercice de la liberté d'association. Quant à sa conformité avec les normes internationales, les pays du Conseil des droits de l'homme (à l'occasion de la session de l'Examen Périodique Universel (EPU) 2016) et Amnesty International ont estimé que ce texte n'est pas conforme. Les raisons évoquées sont l'exigence faite aux associations étrangères d'obtenir une autorisation pour l'exercice de leur activité au Togo d'une part et le respect des lois nationales et de la moralité d'autre part. Cette disposition pourrait écarter certaines catégories de personnes, selon ces institutions.



La participation

A l'exception de certaines, les OSC togolaises ne participent pas suffisamment à la vie publique que ce soit en matière budgétaire, financière, de commerce international, d'environnement ou autre. La politisation de certaines d'entre elles décrédibilise leur action et les place en position d'acteur critique plutôt que de partenaire de l'action gouvernementale.

Les OSC participent au dialogue au niveau local au travers des *quadrilogues*. Ces quadrilogues sont des cadres de concertation composés par l'Etat, les collectivités territoriales, les opérateurs de services et les usagers. La connaissance des OSC des réalités locales et de la population ciblée instaure un climat de confiance et une bonne appropriation des actions par leurs membres. Elle est toutefois compromise par leur faiblesse organisationnelle et le peu de transparence dans leur gestion interne.

Dans ce contexte, la stratégie d'intervention et d'appui de l'UE doit tenir compte de la fonction que chaque niveau d'organisation peut assumer :

- Celles de niveau 1 assurent la mobilisation sociale et l'ancrage territorial.
- Celles de niveau 2 mettent à disposition leurs compétences au service du développement.
- Les réseaux de niveau 3 facilitent l'accès aux ressources de leurs membres, l'information et la capitalisation des expériences. Ce niveau est essentiel pour l'élaboration d'une vision nationale des problématiques de la gouvernance et la mise en place d'actions de plaidoyer et de lobbying, tant au niveau des politiques que des conditions opérationnelles de leurs membres.
- Les organisations dites faïtières de niveau 4 ont enfin un rôle capital lors du dialogue politique et de l'élaboration des stratégies nationales de développement et de coordination entre les différentes familles d'ANE.

2. Enseignements tirés de l'engagement de l'UE

L'évaluation du PASCRENA souligne les points forts du programme, qui doivent être capitalisés et poursuivis :

- **Les formations, audits et autres accompagnements aux OSC** devraient être poursuivis en les ouvrant aux autres groupements qui en feraient la demande ; en évaluant la valeur ajoutée de nouvelles formations pour les OSC déjà bénéficiaires ; en investissant les outils de formation, les méthodologies d'audits déjà produits ; et en rappelant les femmes et les hommes qui pourraient former de nouveaux formateurs aux spécificités des OSC⁷.
- Des **subventions sur projets devraient être proposées aux réseaux, coalitions, et autres entités** qui souhaitent s'associer sur un objectif commun visant à : i) renforcer les capacités des communautés à la concertation avec des autorités locales élues et éventuellement au suivi des budgets locaux ; ii)

⁷ Un impact très positif du PASCRENA est en effet la constitution d'un « pool » de gestionnaires, consultants, comptables, au fait des défis posés par les OSC et dispatchés sur l'ensemble du territoire. Les hommes et les femmes qui ont mené ces audits, accompagnements, formations ont maintenant une connaissance en profondeur des OSC, des méthodologies les plus adaptées et des enjeux de chaque région ou type d'OSC.



mener des actions de plaidoyer en lien avec leur champ d'intervention habituel ; iii) renforcer les concertations de toute nature et de tous secteurs qui existent déjà.

L'évaluation du PASCRENA a cependant questionné les résultats atteints en termes de structuration et de dialogue Etat-Société Civile. En effet, l'évaluation a constaté que le programme n'avait pas été en mesure d'établir une plateforme des OSC ni d'organiser les Etats Généraux Etat/Société Civile prévus par le programme. L'évaluation invite à mieux définir les résultats atteignables pour la structuration de la SC et à réévaluer les hypothèses du programme suivant (le « Pro-CEMA », sous le XIème FED) en termes de dialogue Etat-Société civile. Toutefois, et selon la demande des acteurs, l'UE pourrait poursuivre les efforts engagés, en observant à tout moment une gestion du risque politique performante.

La complémentarité des actions de renforcement des capacités (formations et conférences) et du financement des initiatives.

Leçons apprises de programme similaires

Les **formations** devraient dans la mesure du possible proposer des **modules personnalisés et basés sur la demande des organisations**. Des évaluations ex-ante et ex-post du niveau de connaissance, pouvant être faites sous la forme d'auto-évaluations, doivent être systématiques. Pratique plus que théorique, **tout atelier de formation devrait déboucher sur un plan d'action**, un document stratégique, etc.

Les **conférences/espaces de débat** devraient également comporter des actions complémentaires de suivi visant à la mise en œuvre des résolutions collectives établies lors de ces rencontres.

On recommande que les **initiatives et projets soient élaborés lors de ces processus de formation**. Les groupes susceptibles de répondre aux appels à propositions doivent pouvoir participer à l'établissement des priorités et du cadre stratégique d'un appel. Plus encore, parce que la capacité d'élaboration de projets est un point névralgique, on recommande la poursuite de mécanismes d'appui à l'élaboration de projets, avant la tenue de l'appel à propositions. L'assistance technique et suivi postérieur permettra de s'assurer de la transmission des connaissances théoriques et suivre la mise en œuvre du projet/initiative élaboré .

Les représentants de l'Etat ou les décideurs politiques de la zone doivent être conviés à participer à ces formations, aux fins de promouvoir le dialogue et la coordination entre les OSC et les institutions de l'Etat.

La flexibilité et le ciblage devraient également être pris en compte : flexibilité d'accepter des contributions en nature au titre du co-financement ; ciblage enfin de groupes spécifiques de la société civile, par le moyen d'information ciblée, d'appels à propositions dirigés et exclusifs visant des groupes cibles, voire l'établissement de quotas pour certains groupes-cibles

On recommande la mise à disposition et la formation des **cadres en outils de gestion et l'évaluation technique et vérification régulière des dépenses de façon participative**. Le renforcement de la capacité des organisations en gestion administrative et financière des fonds reçus demeure nécessaire.



L'intégration du genre dans les programmes d'appui à la société civile

Le rapport d'évaluation finale du PASCRENA⁸ mentionne que le Programme aurait probablement été pertinent pour un plus grand nombre d'OSC féminines si l'UGP avait appliqué les outils d'analyse genre au choix des thématiques, au choix des modalités de communication avec les OSC et à la facilitation des ateliers et débats. Les organisations de femmes ont eu moins accès aux ressources matérielles et documentaires du PASCRENA. Cette faible représentation s'explique essentiellement par la priorité donnée aux organisations faitières géographiques et le choix des problématiques clés du programme qui, hormis l'accès au foncier, ne correspondait pas aux besoins des femmes.

Le rapport mentionne que les femmes ont aussi été discriminées en matière d'accès aux formations, aux contrats de prestation de services et à leur participation aux rencontres Etat-OSC au niveau central. Il conclut donc que l'objectif du PASCRENA de renforcer la capacité des OSC pour participer activement aux processus de développement du pays a été atteint de manière sélective.

Les principales recommandations faites pour les prochains programmes d'appui à la société civile sensible au genre ont concerné les points suivants :

- **Le cadre logique** : la lutte contre les discriminations de genre devrait être de préférence dans les objectifs spécifiques, ou au moins un **résultat attendu explicite** ; elle devrait être liée à des **activités précises**, et pas seulement à des indicateurs (par exemple, des formations devraient être réservées aux femmes pour éviter qu'elles ne se retrouvent en concurrence avec les membres masculins de leurs organisations, des **thématiques d'AP** devraient laisser de la place à leurs préoccupations (violences basées sur le genre, discriminations inscrites dans divers droits) .
- La **stratégie doit éviter les intermédiaires**. Il faudrait donc inscrire de manière explicite et systématique les réseaux et organisations féminines dans toutes les listes de partenaires potentiels, en plus des faitières censées les représenter.
- Il faudrait inscrire une **obligation de parité dans toutes les réunions, conférences** dont la liste d'invités est sous contrôle du programme, par exemple en mentionnant que chaque organisation peut être représentée par 2 personnes au maximum, dont au moins une femme.
- Il faudrait demander à chaque représentant d'OSC au moins **un nom et adresse mail d'une femme membre de son CA ou de son équipe opérationnelle** et intégrer systématiquement cette adresse dans les listes mails de l'UGP pour que les femmes reçoivent les mêmes informations que les hommes.
- Le programme devrait être équipé d'outils de base pour le suivi de l'égalité de genre.
- Les porteurs de projet présentant le « genre » comme thématique principale ou secondaire devraient recevoir une formation au démarrage du projet sur ce point, afin de renforcer leur capacité à porter le plaidoyer (évaluation finale projet PISCCA 2018).
- Les interventions en faveur de l'égalité de genre ont besoin d'être couplées à une approche d'autonomisation économique. Sans développement économique et activités génératrices de

⁸ Evaluation finale du Projet d'appui à la Société Civile et à la Réconciliation Nationale (PASCRENA), 2016/383093 - 07/03/2017



revenus, le plaidoyer en faveur du genre peine à être approprié et suivi d'effets (évaluation finale projet PISCCA 2018).

- Les porteurs de projets pour lesquels la thématique du genre n'est pas principale, mais plutôt secondaire, peinent à fournir un plaidoyer efficace, et manquent le plus souvent de formations spécifiques sur cette question. Toutefois, lorsque les sous-projets permettent à des bénéficiaires féminins d'améliorer leurs conditions de vie économique, le plaidoyer en faveur de l'égalité et la place des femmes dans les décisions familiales et communautaires sont renforcés de manière durable (évaluation finale projet PISCCA 2018).

3. Références/Sources pertinentes

Cartographies	
Diagnostic sur la société civile au Togo	PASCRENA, Note d'orientation n°2, Juillet 2012
Un état des lieux sur le cadre juridique des activités de la société civile au Togo	Cahiers de PASCRENA n°1, 2013
Cartographie des OSC des régions Maritime et des Savanes	Cahiers de PASCRENA n°2, 2013
Cartographie des OSC de la région des Plateaux	Cahiers de PASCRENA n°4
Cartographie des OSC des régions de la Kara et Centrale	Cahiers de PASCRENA n°6
Cartographie nationale des organisations de la société civile impliquées dans les politiques sectorielles au Togo	PASCRENA, Septembre 2015 (non publié)
Cartographie générale des OSC au Togo	Pro-CEMA, Décembre 2018
Cartographie des organisations autonomes de femmes	Pro-CEMA, Octobre 2018
Cartographie des organisations de volontariat	Pro-CEMA, Octobre 2018
Cartographie des organisations autonomes de jeunes	Pro-CEMA, Décembre 2018
Evaluations/capitalisation	
Mission d'évaluation ex post du PAOSC au Togo	2007
Rapport de capitalisation de la mise en œuvre globale du projet PASCRENA	2016
Mission de capitalisation du PASCRENA - Rapport d'étape	Aout 2015
Rapport Final de l' « Enquête d'impact du PASCRENA sur les bénéficiaires au Togo »	Juillet 2016
Evaluation finale du Projet d'appui à la Société Civile et à la Réconciliation Nationale (PASCRENA)	2017
Evaluation finale des Projets innovants de la société civile et coalitions d'acteurs (PISCCA)	2018
Diagnostics/Audits organisationnels	
Mission de diagnostic de communication au sein des 5 faitières géographiques régionales dans le cadre de la mise en œuvre du DP1 du PASCRENA	PASCRENA
Analyse des audits organisationnels des OSC menés par le PASCRENA	Pro-CEMA, septembre 2018



PARTIE II – STRATÉGIE ET PLAN D'ACTION D'ENGAGEMENT DE L'UE AVEC LES OSC

5 priorités ont été identifiées pour l'engagement de l'UE :

1. Appui des OSC à la fourniture de services essentiels

Les populations, en particulier rurales et marginalisées, disposent d'un accès limité aux services publics/ sociaux et le monde associatif togolais apporte son appui à la fourniture de services essentiels. Les projets financés par l'UE et les Etats-Membres soutiennent cette complémentarité des OSC avec l'Etat par la fourniture des services essentiels aux populations les plus vulnérables.

2. Structuration et capacitation

Les OSC font la demande d'un appui en termes de renforcement de leurs capacités, notamment en matière de gouvernance associative, de mobilisation des ressources, de participation et de redevabilité. En termes de structuration des OSC, il y a lieu d'impulser un dialogue entre faitières, réseaux et plateformes géographiques et thématiques pour clarifier les mécanismes de représentation de la société civile auprès de l'Etat

3. Participation et contrôle de l'action publique

La participation des OSC à l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des politiques publiques demeure très largement insuffisante. Cette situation révèle d'abord la quasi inexistence d'un dialogue avec les autorités publiques et le besoin de renforcement des capacités des OSC en matière de contrôle citoyen de l'action publique.

4. Egalité du genre

Un profond déséquilibre du genre se donne à voir au sein même des OSC et les organisations féminines, qui jouent un rôle essentiel auprès des populations les plus vulnérables, sont insuffisamment impliqués dans les dialogues intra-société civile et les dialogues sectoriels.

5. Dialogue et partenariat Etat-Société Civile

Il existe un certain nombre de mécanismes de participation des OSC, notamment locales, aux politiques publiques qui doivent être soutenus. Ces mécanismes permettraient aux OSC de faire état de leur suivi de la mise en œuvre des politiques publiques.

Ces priorités poursuivent et approfondissent les axes stratégiques proposés par la dernière feuille de route (2014-17) et sont centraux aux projets d'appui à la société civile de la DUE (PASCRENA – 10^{ème} FED et Pro-CEMA – 11^{ème} FED). Ils prennent en compte également les programmes mis en œuvre à l'endroit des OSC par les ambassades d'Allemagne et de France.

Elles ont enfin été approuvées par les représentants/es des principaux réseaux, faitières et plateformes, réunis en mai 2018 par le Pro-CEMA à Lomé.

FEUILLE DE ROUTE DE L'UE POUR L'ENGAGEMENT AVEC LA SOCIÉTÉ CIVILE AU TOGO



	PRINCIPAUX DÉFIS ET OPPORTUNITÉS	PRIORITÉS POUR L'ENGAGEMENT DE L'UE	ACTIONS (analyses, dialogue politique, soutien opérationnel)	MOYENS (PROGRAMMES / INSTRUMENTS/etc.)
1	Accès limité aux services publics/ sociaux, en particulier pour les populations rurales et marginalisées, principalement dû aux ressources financières et humaines limitées du Gouvernement	Appui des OSC à la fourniture de services essentiels	<ul style="list-style-type: none"> - Appels à proposition de l'UE lancés au niveau du siège et de la Délégation au Togo, notamment dans les domaines de la santé, de l'eau et l'assainissement, et de l'énergie. - Fonds Projets innovants de la société civile et coalitions d'acteurs (PISCCA) de l'Ambassade de France - Subventions AFD - Subventions MAE Allemagne 	Pro-CEMA Projets innovants de la société civile et coalitions d'acteurs (PISCCA)
2	Structuration géographique en concurrence institutionnelle Fragilités institutionnelles	Structuration et capacitation	<ul style="list-style-type: none"> - Formation de Formateurs - Appel à propositions du PROCEMA pour le Développement organisationnel - Appui à la mobilisation des ressources - Réunions, dialogue, appuis techniques divers organisés par le PROCEMA pour faciliter une structuration plus efficace et une meilleure capacitation des OSC, en particulier les plateformes, faitières et autres groupements. 	Pro-CEMA
3	Participation et contrôle de l'action publique par les OSC, y compris à la base, très limitée. Pas d'OSC nationale reconnue pour son expertise sur l'analyse budgétaire. Dialogue limité actuel entre l'Etat et les autres acteurs	Participation et contrôle citoyen de l'action publique Collaborer au renforcement des mécanismes de participation locale, avec les projets de gouvernance locale existants	<ul style="list-style-type: none"> - Appel à propositions du PROCEMA et autres actions promouvant la Gouvernance partagée - Identification d'OSC impliquées dans l'analyse budgétaire, capacitation, et intégration dans le groupe de coordination Gouvernement-PTF sur la gouvernance économique - Académie Politique des Femmes Leaders - Appui au Bureau des Citoyens dans chaque commune - Appui à la production d'un Budget Citoyen et d'une Conférence budgétaire pour les OSC. - Plan National de Développement 2018-2020 comme opportunité 	Projet d'Appui à la Décentralisation et la Gouvernance locales - PRODEGOL (UE/Allemagne) Pro-CEMA Projet d'Appui à la Gouvernance Economiques – PAGE (Banque mondiale / UE) Projet UE-FMI PISCCA

FEUILLE DE ROUTE DE L'UE POUR L'ENGAGEMENT AVEC LA SOCIÉTÉ CIVILE AU TOGO



4	Profond déséquilibre du genre	Egalité du genre	<ul style="list-style-type: none"> - Appel à Propositions du PROCEMA sur l'Egalité du genre - Académie Politique des Femmes Leaders - Appui à différentes initiatives promouvant l'égalité des genres et l'autonomisation de la femme (PISCCA) - Appels à proposition de l'UE lancés au niveau du siège et de la Délégation au Togo concernant l'égalité des genres - Plaidoyer constant pour l'implication d'organisations féminines dans le développement de politiques nationales et sectoriels, la formulation des budgets national et locaux, la formulation et mise-en-œuvre des programmes du Gouvernement et des Partenaires techniques et financiers. - Appui à la contribution des OSC à la mise en place de la prise en charge des victimes de violence domestique 	Pro-CEMA PISCCA
5	<p>Cadres de concertation Etat-Société civile sous-utilisés et peu fonctionnels.</p> <p>OSC généralement non incluses dans les comités sectoriels Gouvernement-PTF.</p> <p>Défaut de participation</p> <p>Environnement juridique non propice</p>	Dialogue et partenariat Etat-Société Civile	<ul style="list-style-type: none"> - Plaidoyer et appui aux cadres de concertation Etat/Société Civile, notamment dans le domaine des Droits de l'Homme et l'égalité des femmes - Appui à une meilleure structuration et capacitation des OSC - Conférences-débats publiques - RDV annuel UE, Allemagne, France avec les OSC pour débattre sur des sujets-clé 	Pro-CEMA



PARTIE III– SUIVI DU PROCESSUS ET DE LA STRATÉGIE

INDICATEURS	CIBLES	INFORMATIONS SUR LA LIGNE DE BASE ET AUTRES COMMENTAIRES
Implication des États membres dans la FdR.	Les États membres présents dans le pays participent activement au processus de FdR.	
Niveau des consultations tenues avec les OSC au sujet de la FdR.	La FdR implique des consultations avec un large éventail d'OSC locales. <i>In fine</i> , cela conduit à un dialogue plus permanent et structuré.	La FdR a été approuvée par les représentants/es des principaux réseaux, faitières et plateformes, réunis en mai 2018 par le Pro-CEMA à Lomé.
Complémentarité de la FdR vis-à-vis des processus connexes de l'UE et autres partenaires donateurs.	Les FdR sont complémentaires aux processus connexes, y compris les stratégies pour les droits humains et la démocratie par pays, l'approche pour le développement fondée sur le Droit, les plans d'action liés au Genre, etc.	La FdR renforce le développement fondé sur le Droit à travers le dialogue sectoriel entre l'Etat et la Société Civile et en promouvant ainsi la démocratie dans le pays. En ce qui concerne le genre la FdR est en parfaite harmonie avec le GAP 2016-2020 de l'UE et la Politique National d'Equité et Egalité de Genre

FEUILLE DE ROUTE DE L'UE POUR L'ENGAGEMENT AVEC LA SOCIÉTÉ CIVILE AU TOGO



Indicateurs de résultats					
	PRIORITÉS	INDICATEURS	CIBLES	INFORMATIONS SUR LA LIGNE DE BASE (si disponibles)	SOURCES D'INFORMATION & MOYENS DE VÉRIFICATION
1	Appui des OSC à la fourniture de services essentiels	1.1 Nombre d'OSC appuyées pour la fourniture de services essentiels sur la période 2017-2020 (et résultats atteints, par exemple nombre de personnes ayant accès à l'eau et l'électricité, nombre de patients traités, nombre de cas de victimes de violence traitées, etc.)	ONG OSC	DUE : 13 projets France (2016-2018) : 9 projets Allemagne : 12 projets	Rapports périodiques Pro-CEMA, France, Allemagne
2	Structuration et capacitation	2.1 Nombre d'OSC/faitières/réseaux bénéficiant de financement au titre de l'Appel à Propositions en développement organisationnel 2.2 Proportion d'OSC disposant de structures de gouvernance fonctionnelles (Conseil d'Administration, Assemblée Générale, etc.) 2.3 Nombre de formateurs de formateurs/rices formés en développement organisationnel 2.4 Nombre d'activités spécifiques visant aux renforcements des capacités organisationnelles des OSC. 2.5 Nombre de manuels de formation et d'information mis en place par le Pro-CEMA au profit des OSC.	Faitières Réseaux ONG OSC	40 formateurs en Développement organisationnel formés par le PASCRENA	Rapports périodiques Pro-CEMA Rapport d'évaluation à mi-parcours et de fin d'exécution du Pro-CEMA Rapports de suivi –évaluation des projets financés à travers l'AP en développement organisationnel. Rapports d'effet des formations des formateurs (formation nationale et ses répliques régionales) en développement organisationnel.
3	Participation et contrôle de l'action publique (CCAP)	3.1 Nombre d'OSC, dont les organisations de femmes, utilisant des outils de contrôle citoyen de l'action publique (CCAP) 3.2 Capacitation et intégration d'OSC dans le Groupe de Coordination Gouvernement-PTF sur la gouvernance économique. 3.3 Nombre de Bureaux du Citoyen fonctionnels	Faitières Réseaux ONG OSC		Rapports d'activité des faitières et OSC Documents de suivi des engagements de l'Etat effectués par la société civile Rapports Pro-CEMA (cartographie des OSC impliqués dans le CCAP) Comptes rendus des conférences-débat

FEUILLE DE ROUTE DE L'UE POUR L'ENGAGEMENT AVEC LA SOCIÉTÉ CIVILE AU TOGO



		<p>3.4 Nombre de communes qui impliquent les OSC dans la formulation annuelle du Budget communal.</p> <p>3.5 Publication du Budget Citoyen et Organisation d'une conférence budgétaire avec les OSC.</p> <p>3.6 Nombre de rapports produits par les OSC sur le budget annuel/local et l'action publique.</p>			<p>publiques organisé par les OSC appuyé par le Pro-CEMA</p> <p>Rapport de suivi –évaluation des projets financé à travers l'AP gouvernance partagée.</p> <p>Rapports d'effet des formations des formateurs (formation nationale et ses répliques régionales) en gouvernance partagée.</p> <p>Rapport d'activités du PAGE</p> <p>Rapport d'activités du PRODEGOL</p>
4	Egalité du genre	<p>4.1 Appui au cadre de concertation Etat/OSC sur l'égalité du genre</p> <p>4.2 Appui à la structuration et capacitation d'une faïtière d'organisations des femmes</p> <p>4.3 Nombre d'OSC /faïtières/réseaux féminines bénéficiant de financement au titre de l'Appel à Propositions en égalité du genre et consolidation des organisations féminines du PROCEMA et autres appels à propositions</p> <p>4.4 Pourcentage de femmes dans les structures de gouvernance des réseaux, faïtières et plateformes d'OSC</p> <p>4.5 Proportion des projets des organisations féminines financés par le Pro-CEMA</p> <p>4.6 Proportion des femmes formées, et des formateurs sélectionnés dans le cadre du PROCEMA</p> <p>4.7 Nombre d'activités spécifiques (conférences, ateliers, activités de sensibilisation) concernant l'intégration du genre soutenues</p> <p>4.8 Taux de participation des femmes aux espaces de</p>	<p>Organisations féminines et leurs réseaux</p> <p>Organisations mixtes</p> <p>Coopératives</p> <p>Candidatures indépendantes</p> <p>Partis politiques</p>		<p>Rapports Pro-CEMA</p> <p>Rapport de suivi –évaluation des projets financé à travers l'AP en égalité du genre et consolidation des organisations féminines.</p> <p>Rapports d'effet des formations des formateurs (formation nationale et ses répliques régionales) en égalité du genre et consolidation des organisations féminines.</p> <p>Les annuaires de la commission électorale national indépendante</p> <p>Les annuaires de la fonction publique.</p> <p>La liste des membres du gouvernement</p> <p>Les enquêtes d'opinion</p>

FEUILLE DE ROUTE DE L'UE POUR L'ENGAGEMENT AVEC LA SOCIÉTÉ CIVILE AU TOGO



		<p>dialogue Etat Société Civile mis en place par le pro-CEMA.</p> <p>4.9 Taux de participation moyen des femmes dans toutes les réunions et événements organisés par le PROCEMA</p> <p>4.10 Proportion des candidatures féminines aux élections nationales et locales.</p> <p>4.11 Nombre des femmes inscrites sur les listes électorales.</p> <p>4.12 Taux de participation féminine aux élections.</p> <p>4.13 Proportion de postes de prise de décision (Gouvernement, Assemblée nationale, Postes Diplomatiques, préfets, hautes instances des partis politiques) occupés par les femmes</p>			
5	Dialogue et partenariat Etat-Société Civile	<p>5.1 Nombre de cadres de concertation Etat-Société civile fonctionnels</p> <p>5.2 Taux de progression de la mise en œuvre des recommandations accordées dans les cadres de concertation</p> <p>5.3 Nombre d'activités spécifiques (conférences, atelier) concernant le dialogue état-monde associatif mises en œuvre</p> <p>5.4 Existence d'une politique publique de soutien de l'état au monde associatif</p> <p>5.5 Nombre des politiques publiques mises en place par l'Etat en collaboration avec la société civile.</p> <p>5.6 Révision participative de l'avant-projet de loi des associations</p> <p>5.7 RDV annuel UE, Allemagne, France avec les OSC pour débattre sur des sujets-clé</p>	<p>Faitières</p> <p>Réseaux</p> <p>ONG et OSC</p> <p>Départements ministériels :</p> <p>DCB-MPD</p> <p>MASPFA</p> <p>MATDCL</p> <p>MDB/ANVT</p> <p>SEDH</p> <p>Education</p> <p>Santé</p> <p>Agriculture</p>		<p>Comptes rendus des réunions de cadres de concertation</p> <p>Listes de présence des réunions</p> <p>Rapports sur les cadres de concertation fournis par le DCB-MPD, MASPFA, MATDCL, MDB/ANVT et le SEDH.</p> <p>Rapports périodiques Pro-CEMA</p> <p>Rapport d'évaluation à mi-parcours et de fin d'exécution du Pro-CEMA</p>